

LA LAICITE

« La République ne reconnaît ne salarie ni ne subventionne aucun culte »

Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (art.2)

1 L'exercice des cultes

2 Le régime de droit commun

La nouvelle organisation du culte en France comprend cinq éléments :

3 Les associations cultuelles

La loi de 1905 a supprimé les établissements publics du culte (frais et entretien à la charge des associations cultuelles).

- 4 Vive réaction de l'Eglise catholique : condamnation de principe en 1905/ interdiction des associations cultuelles.
- 5 **Encyclique pontificale, 11 février 1906, *Vehementer nos***
- 6 **Encyclique pontificale, 10 août 1906, *Gravissimo*.**
- 7 Les cultes protestant et israélite ont immédiatement appliqué le principe de 1905.

Souci d'apaisement du Conseil d'Etat. Idée de la jurisprudence : que toute création se fasse dans le respect de l'organisation de chaque culte.

Statut des associations cultuelles : *Les associations sont des communautés de personnes unies par une même foi.*

- 8 sont aujourd'hui propriétaires des biens anciennement dévolus au culte
- 9 bénéficient d'exonérations fiscales
- 10 peuvent recevoir des libéralités
- 11 ne peuvent recevoir de subventions publiques mais nuance ! subventions possibles pour les édifices du culte, pour les œuvres sociales.
- 12 leur objet exclusif est l'exercice d'un culte.

13 Les congrégations

Régime d'autorisation : Décret sur avis conforme du Conseil d'Etat ;

- la vie en commun est exigée
- soumission à des vœux ; à une règle commune
- les statuts ne doivent être contraires ni à la loi, ni à l'ordre public
- les statuts ne peuvent interdire la démission de la congrégation
- avantages fiscaux
- les congrégations ne peuvent être subventionnées

14 Les lieux de culte

- 15 **Edifices cultuels bâtis après 1905** : propriété des *personnes privées* qui les ont acquis.
- 16 **Edifices cultuels bâtis avant la loi de 1905** : la loi se borne à rappeler que les

édifices mis à disposition de la Nation à la Révolution et qui en vertu de **la loi du 18 germinal an X**, ont continué à servir à l'exercice du culte, deviennent propriété publique.

Conseil d'Etat, Avis du 2 pluviôse an XIII : les églises paroissiales relèvent des communes et les autres sont la propriété de l'Etat.

Conseil d'Etat, 10 juin 1921, Commune de Monségur.

Les travaux exécutés dans ces églises sont des travaux publics.

Le juge administratif est compétent pour expulser les occupants du domaine public sans titres. Mais la propriété publique ne signifie pas pour autant la jouissance de ces biens : la personne publique propriétaire ne peut les démolir ou en modifier l'état unilatéralement.

17 Les ministres du culte

Ne sont plus rémunérés sur des fonds publics. Ce serait contraire aux dispositions de l'art. 2 de la loi. Mais sous certaines réserves peuvent constituer des *emplois publics*, s'ils correspondent à un véritable emploi.

Loi du 30 octobre 1886 : interdit à un ministre du culte d'être enseignant dans le primaire.

Conseil d'Etat, 10 mai 1912, Abbé Bouteyre : Le Conseil a élargi cette interdiction au secondaire au nom de *la neutralité du service public de l'enseignement*.

Interdiction n'a jamais été formellement abandonnée.

Conseil d'Etat, 28 avril 1938, Dlle Weiss : les opinions religieuses ne sont pas un motif suffisant pour écarter une candidature à un emploi public.

18 Les aumôneries

Leur création est *obligatoire* lorsqu'elles sont nécessaire au libre exercice du culte : dans armée, prisons, établissements scolaires. **Conseil d'Etat, Assemblée, 1^{er} avril 1949, Chaveneau et autres.**

Le pouvoir de nomination appartient aux autorités publiques (ministre de la Défense pour l'armée). Mais pas le pouvoir de porter une appréciation sur les qualifications des personnes nommées.

19 Les particularités locales

20 L'Alsace Moselle

La loi du 1^{er} juin 2004 a entendu maintenir les particularités du régime d'Alsace-Moselle.

21 **Avis du Conseil d'Etat du 24 janvier 1925** : la loi de 1924 a entendu maintenir le concordat dans les départements d'Alsace et de Moselle.

22 Pas de remise en cause par **l'ordonnance de 1945**.

23 **Constitution de 1958** n'a pas abrogé la loi de 1924 : **Conseil d'Etat, Assemblée, 22 janvier 1988, Association les cigognes.**

Régime bien particulier car actuellement reconnaissance limitée aux cultes : catholique, luthérien, calviniste, israélite.

24 D'autres cultes ne jouissent pas de ce statut, dont l'islam.

Conseil d'Etat, 26 avril 1994 : Service public du culte

Le Président de la République nomme :

25 évêque de Metz

26 archevêque de Strasbourg

S'agissant de l'Eglise protestante, le ministre de l'Intérieur peut s'opposer à la nomination d'un pasteur.

Approbation du grand Rabbin soumise à approbation du Premier ministre.

L'enseignement religieux est obligatoire pour tous les élèves d'un des quatre cultes reconnus.

27 L'outre-mer

Plus grande diversité des religions hors de métropole, donc plus grandes difficultés

28 Témoignage du *principe de spécialité législative* : la loi de 1905 ni le Concordat n'y sont applicables (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon)

Ce sont de simples coutumes locales qui ont prévalu.

Décrets « Mandel » des 16 janvier et 6 décembre 1939 : essaient d'organiser l'exercice du culte dans ces territoires.

Dans la pratique, une plus grande diversité règne.

29 **Guyane française : Ordonnance royale de 1828**. L'évêque est nommé par le pouvoir civil.

30 **Polynésie française** : culte protestant majoritaire.

31 **Mayotte** : culte musulman relève des autorités de la République ; reconnaissance de la valeur des autorités judiciaires et religieuses ; reconnaissance des mariages multiples.

La question centrale est celle de *la coexistence des cultes*.

32 Liberté religieuse et ordre public

33 Une logique de conciliation

34 *Manifestation religieuse sur la voie publique* :

Conseil d'Etat, 19 février 1909, Abbé Olivier : il est nécessaire de concilier les impératifs de la liberté religieuse avec ceux de l'ordre public. Une interdiction allant au-delà du nécessaire est illégale (cf repris dans jurisprudence *Benjamin* 1933).

35 *Abattages rituels* :

Trop longtemps ignorés des autorités publiques. **Décret du 1^{er} octobre 1997** : prévoit deux possibilités :

36 Impose la création d'abattoirs sous le contrôle d'organisations agréées,

notamment sanitaires.

- 37 En cas d'insuffisance, possibilité pour le préfet d'accorder des autorisations individuelles à titre exceptionnel.

Dans la pratique, ce décret s'est heurté à de nombreuses difficultés : pas assez d'abattoirs agréés. Le plus souvent, autorisations refusées par les autorités préfectorales, donc développement d'abattoirs clandestins.

- 38 *Carrés confessionnels dans les cimetières* : **Code général des collectivités territoriales, art. 2213-7** : « *Le maire ou, à défaut, le représentant de l'Etat dans le département pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée soit ensevelie et inhumée décemment sans distinction de culte ni de croyance* » : interdit d'établir des distinctions en raison des croyances du défunt

- 39 En droit, les carrés confessionnels devraient être interdits.

Mais ils sont souvent admis et même encouragés. Une **circulaire du Premier ministre** rappelle que les maires peuvent regrouper les défunts en raison de leurs croyances.

Mais difficulté car *les règles sanitaires* du CGCT sont différentes, par exemple, des règles islamiques (selon lesquelles le corps doit reposer en pleine terre).

- 40 *Photographies d'identité* : **Circulaire du ministre de l'Intérieur de 1991** autorisait les femmes à garder la tête voilée à condition d'être reconnaissables. Mais le décret du 25 novembre 1999 a changé la position des autorités, imposant que les personnes figurent tête nue sur les photos d'identité.

Conseil d'Etat, 27 juillet 2001, Fonds de défense des musulmans en justice : décret attaqué devant le Conseil d'Etat, lequel a rejeté la requête. Cette obligation est motivée par des impératifs de sécurité publique (éviter les risques de falsification).

- 41 *Phénomène sectaire* : Il faut faire la part entre le culte et l'appartenance à une organisation sectaire. **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, art. 10** : « *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.* »

Conseil d'Etat, Sect., 21 octobre 1988, Eglise de scientologie de Paris : décision du Premier ministre de faire publier un rapport sur les sectes n'est pas contraire à la liberté religieuse.

Cf le **Rapport Vivien**, *Les sectes en France : expression de la liberté morale ou facteurs de manipulation ?* 1983.

Le point important est un acte faisant grief.

Conseil d'Etat, 18 mai 2005, Association « Eglise de scientologie d'Ile-de-France » et autre : il n'est pas illégal de recommander par circulaire au Parquet une plus grande vigilance et fermeté à l'égard des dérives sectaires. Les circulaires peuvent faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir. Elles ne méconnaissent pas

le principe de la liberté religieuse.

La laïcité est marquée par les nécessités de son époque.

42 « Une laïcité sur fond de catholicisme » (Conseil d'Etat, Rapport public 2004, *Un siècle de laïcité*)

Il est impossible de tirer un trait sur le passé religieux de la France. Il faut concilier au mieux les croyances avec le calendrier et le rythme de la société française.

Difficulté financière : assurer les charges de l'entretien des édifices, surtout en ce qui concerne le culte musulman (pas assez de lieux de prière), donc recours à des montages financiers peu transparents. Le régime de 1905 s'avère assez peu adapté aux cultes non catholiques. Le culte musulman pourrait relever du régime de **la loi de 1901** sans doute plus souple et plus ouvert. Insuffisante criante du nombre d'aumôniers, notamment musulmans, en France. Le régime juridique des ministres du culte est hérité du passé, aujourd'hui ne se justifie plus. Les rabbins et pasteurs sont assujettis au titre de leur salaire, paient l'impôt sur le revenu alors que les ministres du culte catholique ont le statut de profession libérale.

Il est difficile de tracer la frontière entre religion et secte.

Conseil d'Etat, 14 mai 1982, *Association internationale pour la conscience de Krishna* : le Conseil reconnaît que cette association a pour objet un culte, d'où son statut d'association cultuelle.

Conseil d'Etat, 26 juin 2000, *Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie c/ Association locale pour le culte des témoins de Jéhovah de Clamecy* : il s'agit également de l'exercice d'un culte.

43 Liberté religieuse et enseignement

44 La liberté d'enseignement

Conseil constitutionnel, décision n°77-87 du 23 novembre 1977 : la liberté d'enseignement est un PFRLR, valeur constitutionnelle.

Cf le **Préambule de 1946** : **13.** « *La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'Etat.* »

Il s'agit donc historiquement d'un principe à valeur constitutionnelle, mais en plus le législateur est intervenu à de nombreuses reprises :

45 Loi Falloux du 15 mars 1850 : Enseignement général du second degré ; plafonne les subventions publiques aux établissements au 1/10^{ème} des dépenses annuelles de l'établissement. Mais le plafond de la loi Falloux ne s'applique pas à l'enseignement technique. Cf **Conseil d'Etat, Assemblée, 6 avril 1990, *Département d'Ille-et-Vilaine*** : plafond toujours en vigueur.

46 Loi Ferry du 28 mars 1852 : Enseignement gratuit et obligatoire.

47 Loi Goblet du 30 octobre 1886 : Un ministre du culte ne peut enseigner dans le primaire et le secondaire. « Les auditeurs dans l'enseignement supérieur sont en âge de juger ».

48 Conseil d'Etat, 10 mai 1912, *Abbé Bouteyre*.

49 **Loi Astier du 25 juillet 1919.**

50 **Loi Marie du 21 septembre 1951** : Permet à des élèves de l'enseignement libre de bénéficier des bourses du secondaire.

51 **Loi du 31 décembre 1959** (dite « **Loi Debré** ») : Régime contractuel entre les établissements et l'Etat. Programmes fixés par l'autorité publique. L'Etat assure la rémunération des enseignants de ces établissements privés. Reconnaissance du droit des enfants à une instruction religieuse/Respect de la neutralité des programmes.

52 La liberté de conscience des élèves : vers une logique d'exclusion ?

53 L'avis du 27 novembre 1989

« Le principe de laïcité de l'enseignement public qui résulte notamment des dispositions de l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 et de l'article 2 de la Constitution du 4 octobre 1958 et qui est l'un des éléments de la laïcité de l'Etat et de la neutralité de l'ensemble des services publics, impose que l'enseignement soit dispensé dans le respect de la liberté de conscience des élèves. Il interdit conformément aux principes rappelés dans les mêmes textes et les engagements internationaux de la France, toute discrimination dans l'accès à l'enseignement qui serait fondée sur les convictions ou croyances religieuses des élèves. La liberté ainsi reconnue aux élèves comporte pour eux le droit d'exprimer et de manifester leurs croyances religieuses à l'intérieur des établissements scolaires, dans le respect du pluralisme et de la liberté d'autrui, et sans qu'il soit porté atteinte aux activités d'enseignement, au contenu des programmes et à l'obligation d'assiduité. Dans les établissements scolaires, le port par les élèves de signes par lesquels ils entendent manifester leur appartenance à une religion n'est pas par lui-même incompatible avec le principe de laïcité, dans la mesure où il constitue l'exercice de la liberté d'expression et de manifestation de croyances religieuses, mais cette liberté ne saurait permettre aux élèves d'arborer des signes d'appartenances religieuses qui, par leur nature, par les conditions dans lesquelles ils seraient portés individuellement ou collectivement, ou par leur caractère ostentatoire ou revendicatif, constitueraient un acte de pression, de provocation, de prosélytisme ou de propagande, porteraient atteinte à la dignité ou à la liberté de l'élève ou d'autres membres de la communauté éducative, compromettraient leur santé ou leur sécurité, perturberaient le déroulement des activités d'enseignement et le rôle éducatif des enseignants, enfin troubleraient l'ordre dans l'établissement ou le fonctionnement normal du service. »

Conseil d'Etat sollicité par el Premier ministre de l'époque.

Plusieurs limites au respect des croyances des élèves :

54 *obligation d'assiduité scolaire* (mais pas contraire à la liberté religieuse dès lors qu'il est possible d'obtenir des autorisations officielles d'absence : **Conseil d'Etat, Assemblée, 14 avril 1995, Consistoire central des israélites de France ; Conseil d'Etat, Assemblée, 14 avril 1995, Koen**. Cette jurisprudence confirmait la distinction radicale entre les obligations des élèves et celles des enseignants, lesquels doivent respecter la neutralité du service public : **Conseil d'Etat, Avis du 3 mai 2000, Mlle Marteaux** (contentieux). Distinction radicale des deux situations : **CourEDH, 15 février 2001, Dalhab c/ Suisse** : enseignante dans le primaire entendait faire cours en portant le foulard).

55 *contenu/neutralité des programmes*

56 *interdiction de la propagande et du prosélytisme.*

Cf **Conseil d'Etat, 2 novembre 1992, Kherouaa** : le seul fait de porter un foulard

n'est pas un acte de prosélytisme. Le fait de participer à des manifestations au sein de l'établissement peut justifier le renvoi de l'élève. Le refus de participer à des activités sportives ou aux cours de SVT peut justifier l'exclusion de l'élève.

57 La loi du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics

Article 1 : Il est inséré, dans le code de l'éducation, après l'article L. 141-5, un article L. 141-5-1 ainsi rédigé : « Art. L. 141-5-1. - Dans les écoles, les collèges et les lycées publics, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit. Le règlement intérieur rappelle que la mise en oeuvre d'une procédure disciplinaire est précédée d'un dialogue avec l'élève. »

Article 2 : I. - La présente loi est applicable :

1° Dans les îles Wallis et Futuna ;

2° Dans la collectivité départementale de Mayotte ; (...).

58 La logique change : le principe devient celui de *l'interdiction*.

59 Le critère change également : ce n'est plus un critère objectif (matérialité) mais *subjectif* (manifestation ostensible d'une appartenance). Il faut donc apprécier les intentions de l'élève. On est à la limite du jugement de moralité.

Question de la constitutionnalité de cette loi. Votée à la quasi-unanimité.

Question de sa compatibilité avec la Convention européenne des droits de l'homme.

Le Conseil d'Etat a déjà été amené à trancher la question.

Conseil d'Etat, 8 octobre 2004, Union française pour la cohésion nationale : les dispositions de la circulaire attaquée ne méconnaissaient pas l'article 9 de la convention.

60 L'interdiction posée par la loi ne représente pas une atteinte excessive au regard de l'objectif d'intérêt général poursuivi.

Mais cette loi est d'application difficile. Marge d'appréciation trop large laissée aux chefs d'établissement. La loi reprend la même méthode que l'avis de 1989 (cas par cas) alors que volonté d'une loi claire. La loi a ouvert un nouveau débat, clos jusqu'ici.

Circulaire du ministre de l'Education nationale (taille voile/kipa/turban) a donné lieu au premier contentieux : **Tribunal administratif de Melun, 19 avril 2005**.

61 Logique d'exclusion : les jeunes filles voilées qui refusent d'ôter leur foulard sont sans doute celles qui auraient le plus besoin d'être scolarisées.

CourEDH, 13 février 2003, Refah Partisi c/ Turquie : Il n'est pas contraire à l'article 9 de la Convention d'interdire le port du voile dans les universités turques. Cette spécificité des universités turques est une nécessité dans un pays majoritairement musulman, où minorités.

Mais comment transposer cette jurisprudence au cas de la France ?